

7° un membre et un membre suppléant représentant les pouvoirs locaux;

8° un membre et un membre suppléant représentant l'Agence Bruxelloise pour l'Accompagnement de l'Entreprise;

9° deux membres experts représentant les agences conseils;

10° deux membres représentant le Gouvernement;

Le Ministre désigne les organisations représentatives du secteur de l'économie sociale visées au 3°.

Le CCES propose au Ministre un président et un vice-président parmi les membres visés à l'alinéa 1° à 3° et qui seront nommés par le Gouvernement.

Le président et les vice-présidents sont nommés pour deux ans.

En cas d'absence du Président et des Vice-présidents, le membre le plus âgé parmi les membres 1° à 3° visés à l'alinéa premier préside la séance du conseil.

§ 2. Seuls les membres visés à l'alinéa premier, 1° à 3°, ont voix délibérative.

§ 3. Au maximum deux tiers des membres effectifs peuvent être du même sexe.

**Art. 3.** Les membres sont nommés pour une période de quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

Il prend fin :

1° en cas de démission;

2° lorsque le mandant qui a proposé un membre demande son remplacement;

3° lorsqu'un membre perd la qualité qui justifiait son mandat;

4° lorsqu'un membre n'a pu être présent au moins à la moitié des réunions au cours d'une année civile écoulée.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le CCES se réunit au minimum quatre fois par an sur convocation de son président.

§ 2. Le CCES peut se réunir si un tiers des membres visées à l'article 2, § 1, 1° à 3° en fait la demande.

§ 3. Le CCES, au regard des missions prévues à l'article 25 § 1<sup>er</sup>, de l'Ordonnance, a la faculté de constituer des commissions. Il précise les modalités de constitution des commissions dans le règlement d'ordre intérieur.

§ 4. Le CCES peut désigner des experts comme membres invités pour la réalisation de ses missions. Il précise les modalités de désignation dans le règlement d'ordre intérieur.

#### CHAPITRE 3. — Dispositions finales

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 avril 2019.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale  
chargé de l'Emploi,  
D. GOSUIN

7° een lid en een plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van de plaatselijke besturen;

8° een lid en een plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van het Brussels Agentschap voor de Ondersteuning van het Bedrijfsleven;

9° twee experten die de adviesagentschappen vertegenwoordigen;

10° twee leden die de Regering vertegenwoordigen;

De minister duidt de representatieve organisaties van de sociale economiesector als bedoeld in 3° aan.

De ARSO stelt aan de minister een voorzitter en een ondervoorzitter voor onder de leden bedoeld in 1° tot 3° van het eerste lid, die door de Regering zullen worden benoemd.

De voorzitter en de vicevoorzitters worden benoemd voor een periode van twee jaar.

Bij afwezigheid van de voorzitter en de vicevoorzitters zit het oudste lid uit de leden bedoeld in 1° tot 3° van het eerste lid de vergadering van de Raad voor.

§ 2. Alleen de leden bedoeld in het eerste lid, 1° tot 3°, zijn stemgerechtigd.

§ 3. Maximaal twee derde van de effectieve leden kunnen van hetzelfde geslacht zijn.

**Art. 3.** De leden worden benoemd voor een periode van vier jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Het loopt af:

1° als een lid ontslag neemt;

2° als de mandaatgever die een lid heeft voorgesteld vraagt dat dit lid vervangen wordt;

3° als een lid de hoedanigheid verliest die zijn/haar mandaat rechtvaardigde;

4° als een lid niet aanwezig kon zijn op minstens de helft van de vergaderingen in de loop van een verstreken kalenderjaar.

**Art. 4.** § 1. De ARSO komt minimaal vier keer per jaar samen, bijeengeroepen door de voorzitter.

§ 2. De ARSO kan bijeenkomen als een derde van de leden bedoeld in artikel 2, § 1, 1° tot 3° daar om vraagt.

§ 3. De ARSO heeft, in functie van de opdrachten voorzien in artikel 25, § 1 van de Ordonnantie, de bevoegdheid om commissies samen te stellen. De Raad preciseert de nadere regels voor de samenstelling van de commissies in het huishoudelijk reglement.

§ 4. De ARSO kan deskundigen aanduiden als leden die uitgenodigd worden om zijn opdrachten te verwezenlijken. De Raad preciseert de nadere regels voor de aanduiding in het huishoudelijk reglement.

#### HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 6.** De minister bevoegd voor Tewerkstelling wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 april 2019.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,  
R. VERVOORT

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor  
Tewerkstelling,  
D. GOSUIN

#### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/12519]

**9 MAI 2019.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 mai 2009 relatif aux plans de diversité et au label de diversité

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi, l'article 28;

#### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/12519]

**9 MEI 2019.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 mei 2009 betreffende de diversiteitsplannen en het diversiteitslabel

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling, artikel 28;

Vu l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi, l'article 4, deuxième alinéa;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 mai 2009 relatif aux plans de diversité et au label de diversité;

Vu l'ordonnance du 8 octobre 2015 portant des règles générales relatives à la rétention, au recouvrement et à la non-liquidation des subventions en matière d'emploi et d'économie, les articles 4 et 5;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 novembre 2018;

Vu l'avis du Conseil Economique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 24 janvier 2019;

Vu l'avis du Comité de gestion d'ACTIRIS, donné le 24 janvier 2019;

Vu le Test égalité des chances réalisé le 12 février 2019;

Vu l'avis 65.535/1 du Conseil d'Etat, donné le 28 mars 2019 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées adoptée le 13 décembre 2006;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale s'est engagé, dans sa déclaration du 20 juillet 2014, à approfondir les actions en faveur de la diversité et de renforcer la lutte contre les discriminations;

Considérant le plan d'action en dix mesures en matière de promotion de la diversité et de lutte contre les discriminations à l'emploi approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 8 décembre 2016;

Considérant la « Stratégie 2025 pour Bruxelles », l'Axe 2 « Engagements de la Région et des Communautés », approuvée en date du 16 juin 2015;

Considérant le Contrat de gestion 2017-2022 entre ACTIRIS et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuvé en date du 22 juin 2017;

Considérant les travaux menés au sein du groupe de travail « réforme des instruments de la diversité » composé des partenaires sociaux, de représentants d'Actiris, de Bruxelles Economie Emploi et du Cabinet du Ministre de l'Emploi, mis en place en 2017 dans le but de définir les contours de la réforme des instruments de la diversité;

Sur proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions modificatives

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 mai 2009 relatif aux plans de diversité et au label de diversité, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> promotion de la diversité : reconnaître, respecter, valoriser et gérer les différences propres à chaque individu tout en veillant à son inclusion dans l'environnement professionnel et favoriser la participation proportionnelle sur le lieu de travail des personnes issues des groupes cibles identifiés dans le présent arrêté; »;

b) le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 3<sup>o</sup> plan de diversité : l'instrument flexible qui vise à élaborer et à assurer le suivi d'actions qui répondent directement aux réalités d'une entreprise dans la promotion et la gestion de la diversité et de la lutte contre les différentes formes de discrimination et pouvant prendre soit la forme :

a) d'un Mini plan diversité dont l'objet consiste en la programmation d'actions pouvant aider à la résolution d'un besoin spécifique mis en évidence à la suite de l'analyse visée à l'article 7, § 3, 1<sup>o</sup>;

b) d'un plan global de diversité qui à partir d'une analyse globale et systémique de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations au sein d'une entreprise prévoit des actions s'inspirant dans tous les domaines visés à l'article 7, § 3, 1<sup>o</sup>;

Gelet op de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, artikel 4, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 mei 2009 betreffende de diversiteitsplannen en het diversiteitslabel;

Gelet op de ordonnantie van 8 oktober 2015 houdende algemene regels betreffende de inhouding, de terugvordering en de niet-vereffening van subsidies op het vlak van werkgelegenheid en economie, de artikelen 4 en 5;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 8 november 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op 20 november 2018;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 24 januari 2019;

Gelet op het advies van het beheerscomité van ACTIRIS, gegeven op 24 januari 2019;

Gelet op de gelijkkansentest uitgevoerd op 12 februari 2019;

Gelet op het advies 65.535/1 van de Raad van State, gegeven op 28 maart 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de Rechten van Personen met een Handicap, aangenomen op 13 december 2006;

Overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zich in haar beleidsverklaring van 20 juli 2014 ertoe verbonden heeft de acties ter bevordering van diversiteit en de strijd tegen discriminatie op te voeren;

Overwegende het actieplan met tien maatregelen inzake bevordering van diversiteit en bestrijding van discriminatie op de arbeidsmarkt, goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 8 december 2016;

Overwegende de "Strategie 2025 voor Brussel", Pijler 2 "Engagements van het Gewest en de Gemeenschappen", goedgekeurd op 16 juni 2015;

Overwegende de beheersovereenkomst 2017-2022 tussen ACTIRIS en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, goedgekeurd op 22 juni 2017;

Overwegende de werken uitgevoerd binnen de werkgroep "hervorming van de diversiteitsinstrumenten" samengesteld uit de sociale partners, vertegenwoordigers van Actiris, Brussel Economie en Werkgelegenheid en het kabinet van de Minister van Tewerkstelling ingevoerd in 2017 om het kader te schetsen van de hervorming van de diversiteitsinstrumenten;

Op de voordracht van de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — Wijzigingsbepalingen

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 mei 2009 betreffende de diversiteitsplannen en het diversiteitslabel worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de bepaling onder 2<sup>o</sup> wordt als volgt vervangen:

"2<sup>o</sup> bevordering van diversiteit: de verschillen eigen aan elk individu erkennen, eerbiedigen, waarderen en beheren met zorg voor zijn of haar inclusie in de werkomgeving en de evenredige participatie op de werkvloer bevorderen van personen uit de in dit besluit bepaalde doelgroepen;"

b) de bepaling onder 3<sup>o</sup> wordt als volgt vervangen:

"3<sup>o</sup> diversiteitsplan: een flexibel instrument voor het uitwerken en opvolgen van acties die rechtstreeks inspelen op de reële situatie bij een onderneming met het oog op de bevordering en het beheer van de diversiteit en de bestrijding van de verschillende vormen van discriminatie en dat de vorm kan aannemen van hetzij:

a) een minidiversiteitsplan bestaande uit een programma van acties die kunnen helpen voorzien in een specifieke behoefte die vastgesteld werd naar aanleiding van de doorlichting bedoeld in artikel 7, § 3, 1<sup>o</sup>;

b) een globaal diversiteitsplan dat op basis van een globale en systemische doorlichting van de bevordering van diversiteit en de bestrijding van discriminatie bij een onderneming voorziet in acties die alle werkketereinen bedoeld in artikel 7, § 3, 1<sup>o</sup> bestrijken;

c) d'un plan thématique de diversité qui offre une solution aux entreprises qui désirent approfondir une thématique spécifique liée à la promotion de la diversité et la lutte contre les discriminations; »;

c) le 4° est abrogé;

d) il est inséré un 6/1° rédigé comme suit : « 6/1° *travailleur d'origine étrangère : travailleur ou demandeur d'emploi inscrit qui séjourne légalement et de longue durée en Belgique et qui ne possédait pas la nationalité d'un Etat qui a adhéré à l'Union Européenne, ni du Royaume de Norvège, des Principautés d'Andorre, du Liechtenstein et de Monaco, des Républiques d'Islande ou de San Marino, ou de la Confédération suisse à sa naissance ou dont au moins un des parents ne possédait pas l'une de ces nationalités à la naissance;* »;

e) le 7° est remplacé comme suit :

« 7° *travailleur handicapé : travailleur ou demandeur d'emploi qui présente des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à sa pleine et effective participation à la vie professionnelle sur la base de l'égalité avec les autres;* »

f) le 11° est complété par un 4. rédigé comme suit :

« 4. *la personne morale de droit public exerçant ses compétences sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;* »;

g) le 17° est remplacé par ce qui suit :

« 17° *Administration : Bruxelles Economie et Emploi du Service public régional de Bruxelles;* »;

h) il est inséré un 18° rédigé comme suit :

« 18° *l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 avril 2016 " : l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 avril 2016 portant exécution de l'ordonnance du 8 octobre 2015 portant des règles générales relatives à la rétention, au recouvrement et à la non-liquidation des subventions en matière d'emploi et d'économie. ».*

**Art. 2.** Dans l'article 2, § 1<sup>er</sup> du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° *travailleurs de nationalité étrangère et travailleurs d'origine étrangère;* »;

2° le 5° est complété par les mots :

« *ou dans une fonction spécifique de l'entreprise;* »;

3° il est inséré un 7° rédigé comme suit :

« 7° *personnes victimes ou susceptibles d'être victimes d'une ou de plusieurs discriminations telles que prévues à l'article 4, 2° et 3° de l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi.* »;

4° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« *Le plan de diversité intègre la perspective de genre consistant en l'examen et la prise en compte systématique et transversale des différences entre les femmes et les hommes dans les domaines et actions visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>.* »;

5° dans le paragraphe 2, les mots « *l'Observatoire bruxellois du marché du travail et des qualifications visées à l'article 33* » sont remplacés par les mots « *l'Observatoire bruxellois de l'emploi et de la formation visé à l'article 34* »;

**Art. 3.** L'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« *Seule l'entreprise, organisation ou institution, dont le siège social est situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ou disposant d'au moins un siège d'exploitation situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, peut introduire une demande d'approbation d'un plan de diversité.* ».

**Art. 4.** Dans l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1, 2°, les mots « *, au cours des cinq dernières années,* » sont insérés entre le mot « *qui* » et les mots « *fait l'objet* »;

2° à l'alinéa 1, le 3° est remplacé par ce qui suit : « 3° *à laquelle, en sa qualité d'employeur au sens de l'article 2 de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales ou de l'article 13 de l'ordonnance du 9 juillet 2015 portant des règles harmonisées relatives aux amendes administratives prévues par les législations en matière d'emploi et d'économie, une amende administrative a été infligée pour infraction aux réglementations visées aux articles 1 et 1bis de ladite loi ou à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, première alinéa, de l'ordonnance du 30 avril 2009*

c) *een thematisch diversiteitsplan dat een oplossing biedt voor ondernemingen die een specifiek thema in verband met de bevordering van diversiteit en de bestrijding van discriminatie wensen uit te werken;* »;

c) de bepaling onder 4° wordt opgeheven;

d) een bepaling onder 6°/1 wordt ingevoegd, luidend als volgt: « 6°/1 *werknemer van vreemde origine: werknemer of ingeschreven werkzoekende die wettig en langdurig in België verblijft en die bij zijn of haar geboorte niet de nationaliteit bezat van een lidstaat van de Europese Unie, noch van het Koninkrijk Noorwegen, de prinsdommen Andorra, Liechtenstein en Monaco, de republieken IJsland of San Marino of de Zwitserse Confederatie of van wie minstens een ouder niet een van die nationaliteiten bezat bij de geboorte;* »;

e) 7° wordt als volgt vervangen:

« 7° *werknemer met een handicap: werknemer of werkzoekende met langdurige fysieke, mentale, verstandelijke of zintuiglijke beperkingen die hen in wisselwerking met diverse drempels kunnen beletten volledig, daadwerkelijk en op voet van gelijkheid met anderen te participeren in de samenleving;* »

f) de bepaling onder 11° wordt aangevuld met een punt 4., luidend als volgt :

« 4. *de publiekrechtelijke rechtspersoon die zijn bevoegdheden uitoefent op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;* »;

g) de bepaling onder 17° wordt als volgt vervangen:

« 17° *Bestuur: Brussel Economie en Werkgelegenheid van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel;* »;

h) een bepaling onder 18° wordt ingevoegd, luidend als volgt:

« 18° *het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 april 2016 " : het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 april 2016 houdende uitvoering van de ordonnantie van 8 oktober 2015 houdende algemene regels betreffende de inhouding, de terugvordering en de niet-vereffening van subsidies op het vlak van werkgelegenheid en economie. " .*

**Art. 2.** In artikel 2, § 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 1° wordt als volgt vervangen:

« 1° *werknemers van vreemde nationaliteit en werknemers van vreemde origine;* »;

2° de bepaling onder 5° wordt aangevuld met de woorden:

« *of in een specifieke functie in een onderneming* »

3° een bepaling onder 7° wordt ingevoegd, luidend als volgt:

« 7° *personen die het slachtoffer zijn of kunnen zijn van een of meer discriminations als bedoeld in artikel 4, 2° en 3° van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling;* »;

4° paragraaf 2 wordt aangevuld met volgend lid:

« *Het diversiteitsplan omvat ook een genderperspectief bestaande uit de analyse en het systematisch en transversaal rekening houden met de verschillen tussen vrouwen en mannen in de werkerreinen en acties bedoeld in artikel 6, § 1.* »;

5° in paragraaf 2 worden de woorden « *Brussels Observatorium van de Arbeidsmarkt en de Kwalificaties als bedoeld in artikel 33* » vervangen door de woorden « *Brussels Observatorium voor werkgelegenheid en opleiding als bedoeld in artikel 34* »;

**Art. 3.** Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

« *Alleen de onderneming, organisatie of instelling waarvan de maatschappelijke zetel gelegen is op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of die beschikt over minstens één exploitatiezetel op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan een aanvraag tot goedkeuring van een diversiteitsplan indienen.* ».

**Art. 4.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 2°, worden de woorden « *gedurende de laatste vijf jaar* » ingevoegd tussen het woord « *die* » en het woord « *veroordeeld* » en wordt het woord « *wordt* » vervangen door het woord « *werd* »;

2° in het eerste lid wordt de bepaling onder 3° als volgt vervangen: « 3° *aan wie in de hoedanigheid van werkgever, in de zin van artikel 2 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten of artikel 13 van de ordonnantie van 9 juli 2015 houdende geharmoniseerde regels betreffende de administratieve geldboeten bepaald bij de wetgeving op het vlak van werkgelegenheid en economie, een administratieve geldboete werd opgelegd wegens inbreuk op de reglementeringen als bedoeld in de artikelen 1 en 1bis van voornoemde wet*

relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations; »;

3° l'alinéa 1 est complété par un 8° rédigé comme suit : « 8° qui, au cours des deux dernières années, a été condamné au civil, à la réparation du préjudice subi soit par la victime d'une discrimination directe ou indirecte prohibée par l'article 7 de l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi ou par les dispositions équivalentes des lois, décrets et ordonnances applicables en matière de lutte contre les discriminations, soit par la victime de l'absence d'un aménagement raisonnable imposé par l'article 14 de la même ordonnance ou par les dispositions équivalentes des lois, décrets et ordonnances applicables en matière de lutte contre les discriminations. »;

4° à l'alinéa 3, 1°, les mots « l'association sans but lucratif créée à l'initiative du Gouvernement » sont remplacés par les mots « les institutions publiques de la Région de Bruxelles-Capitale »;

5° à l'alinéa 3, 2°, les mots « l'association sans but lucratif communale visée à l'article 2, 1., c) » sont remplacés par les mots « les personnes morales visées à l'article 2, 1. »;

6° un alinéa 4 est ajouté, rédigé comme suit :

« Par dérogation aux 2° et 8°, et à l'article 6, § 4, alinéa 3, l'entreprise, organisation ou institution ayant fait l'objet d'une condamnation pour des faits de discrimination, prohibés par l'article 7 de l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi ou par des dispositions équivalentes des lois, décrets et ordonnances applicables en matière de lutte contre les discriminations, peut introduire une demande de plan diversité visé à l'article 1, 3°, a) durant les périodes mentionnés aux 2° et 8° en vue de remédier aux pratiques ayant conduit à la dite condamnation. En cas d'introduction de cette demande l'entreprise, organisation ou institution ne peut bénéficier de la subvention visée à l'article 9, § 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 5.** Dans l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. L'entreprise, organisation ou institution peut introduire auprès d'ACTIRIS une demande d'approbation d'un plan de diversité visé à l'article 1<sup>er</sup>, 3°, a) ou b) au moment ou à la suite de la signature d'une déclaration d'intention, dont le modèle est déterminé par ACTIRIS et marquant son adhésion aux objectifs de la politique de promotion de la diversité et de lutte contre les discriminations ainsi que son intention de réaliser l'analyse visée à l'article 7, § 3, 1°.

Sur la base des constats établis par l'entreprise, organisation ou institution dans le cadre de l'analyse visée à l'article 7, § 3, 1°, le plan de diversité introduit pour approbation comporte des actions destinées à améliorer la situation de l'entreprise, organisation ou institution en matière de diversité. Si les actions incluses dans le plan de diversité introduit pour approbation ne sont pas reprises dans la liste du paragraphe premier du présent article, l'entreprise, organisation ou institution justifie le caractère utile de l'action pour favoriser la promotion de la diversité et la lutte contre les discriminations.

Le plan de diversité introduit pour approbation implique également la prise en compte des dimensions et approches complémentaires suivantes :

1° une approche impliquant la sensibilisation des employeurs et des travailleurs à la thématique de la promotion de la diversité et à la lutte contre les discriminations;

2° une approche visant le recrutement des personnes issues des groupes cibles identifiés dans le cadre du présent arrêté et une évolution des pratiques au sein de l'entreprise, organisation ou institution et ce tant au niveau, notamment, des modes de recrutement et dans les procédures de sélection.

Le plan de diversité introduit pour approbation implique la mise en œuvre, notamment, des actions visées dans les domaines repris au 1° à 4° :

1° sélection et recrutement :

a) une analyse, objectivation, neutralisation et affinement de la politique de sélection et de recrutement et des procédures appliquées en cette matière;

b) la mise en place de nouveaux canaux de sélection et de recrutement, allant de pair avec des efforts de recrutement en faveur d'une ou de plusieurs catégories de travailleurs visées à l'article 2;

c) l'établissement d'une ou plusieurs relations de coopération avec des opérateurs d'emploi, afin d'améliorer la sélection et le recrutement d'une ou de plusieurs catégories de travailleurs visées à l'article 2;

of in artikel 2, § 1, eerste lid, van de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen;»;

3° het eerste lid wordt aangevuld met een bepaling onder 8°, luidend als volgt: "8° die gedurende de laatste twee jaar burgerrechtelijk veroordeeld werd tot vergoeding van de schade geleden door een slachtoffer van rechtstreekse of onrechtstreekse discriminatie die verboden wordt door artikel 7 van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling of door overeenstemmende bepalingen van wetten, decreten en ordonnanties inzake bestrijding van discriminatie, of door een slachtoffer van het ontbreken van een redelijke aanpassing als opgelegd door artikel 14 van dezelfde ordonnantie of door overeenstemmende bepalingen van wetten, decreten en ordonnanties inzake bestrijding van discriminatie.";

4° in het derde lid, 1°, worden de woorden "de op initiatief van de Regering opgerichte vereniging zonder winstoogmerk" vervangen door de woorden "de overheidsinstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest";

5° in het derde lid, 2°, worden de woorden "de gemeentelijke vereniging zonder winstoogmerk als bedoeld in artikel 2, 1., c)" vervangen door de woorden "de rechtspersonen bedoeld in artikel 2, 1.";

6° er wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt:

"In afwijking van de bepalingen onder 2° en 8°, en van artikel 6, § 4, derde lid, kan de onderneming, organisatie of instelling die veroordeeld werd voor feiten van discriminatie die worden verboden door artikel 7 van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling of door overeenstemmende bepalingen van toepasselijke wetten, decreten en ordonnanties inzake bestrijding van discriminatie een aanvraag indienen voor een diversiteitsplan als bedoeld in artikel 1, 3°, a) tijdens de in 2° en 8° bedoelde periodes om de praktijken te verhelpen die geleid hebben tot voornoemde veroordeling. Ingeval de onderneming, organisatie of instelling dergelijke aanvraag indient, kan ze geen aanspraak maken op de subsidie bedoeld in artikel 9, § 1.".

**Art. 5.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1. De onderneming, organisatie of instelling kan bij ACTIRIS een aanvraag indienen tot goedkeuring van een diversiteitsplan als bedoeld in artikel 1, 3°, a) of b) op het moment van of na ondertekening van een intentieverklaring waarvan het model bepaald wordt door ACTIRIS en waarin ze verklaart de doelstellingen van het beleid voor bevordering van diversiteit en bestrijding van discriminatie te onderschrijven en haar voornemen aangeeft om de in artikel 7, § 3, 1° bedoelde doorlichting uit te voeren.

Op grond van de door de onderneming, organisatie of instelling gedane vaststellingen in het kader van de doorlichting als bedoeld in artikel 7, § 3, 1°, omvat het ter goedkeuring ingediende diversiteitsplan acties die ertoe strekken de toestand binnen de onderneming, organisatie of instelling op het vlak van diversiteit te verbeteren. Indien de in het diversiteitsplan opgenomen acties niet voorkomen op de lijst van de eerste paragraaf van dit artikel, verantwoordt de onderneming, organisatie of instelling het nut van de actie met het oog op de bevordering van diversiteit en bestrijding van discriminatie.

Het ter goedkeuring ingediende diversiteitsplan impliceert ook dat volgende bijkomende dimensies en benaderingen in acht genomen worden:

1° een benadering die ertoe strekt de werkgevers en de werknemers te sensibiliseren voor de bevordering van diversiteit en de bestrijding van discriminatie;

2° een benadering gericht op de aanwerving van personen uit de in dit besluit bepaalde doelgroepen en een evolutie van de praktijken in de onderneming, organisatie of instelling, meer bepaald wat betreft de wervingswijzen en in de selectieprocedures.

Het ter goedkeuring ingediende diversiteitsplan impliceert het ondernemen van met name de acties als bedoeld in de werkkerreinen vermeld onder 1° tot 4°:

1° selectie en werving:

a) een doorlichting, objectivering, neutralisering en verfijning van het selectie- en wervingsbeleid en de daarbij gebruikte procedures;

b) nieuwe selectie- en wervingskanalen opzetten, gepaard gaande met wervingsinspanningen ten voordele van een of meer categorieën van werknemers als bedoeld in artikel 2;

c) met het oog op een verbetering van de selectie en werving van een of meer categorieën van werknemers als bedoeld in artikel 2, één of meer samenwerkingsverbanden aangaan met tewerkstellingsoperatoren;

## 2° gestion du personnel :

a) une analyse, objectivation, neutralisation et un affinement de la politique d'accueil et des descriptions de fonction pour une ou plusieurs catégories de travailleurs visées à l'article 2;

b) l'organisation d'un coaching et d'un accompagnement interne d'une ou de plusieurs catégories de travailleurs visées à l'article 2;

c) l'organisation de cours appropriés en entreprise, internes ou externes, qui tiennent compte de la variété des travailleurs appartenant à une ou plusieurs catégories visées à l'article 2;

d) l'organisation de cours appropriés en entreprise, internes ou externes et d'une formation permanente appropriée qui, de manière directe ou indirecte, favorise la transition ou évite le départ anticipé de travailleurs qui appartiennent à une ou plusieurs catégories visées à l'article 2;

e) l'intégration de la gestion des entrées, passages, transitions et sorties dans ou de l'entreprise, organisation ou institution;

f) la mise en place d'aménagements raisonnables en faveur de travailleurs handicapés.

Les efforts qui se limitent au respect d'obligations légales ou réglementaires relatives aux aménagements raisonnables, et qui sont subsidiées en vertu d'une réglementation d'une autre autorité, ne sont pas des actions au sens du présent article.

## 3° sensibilisation et communication interne :

a) la promotion auprès du personnel, au moyen d'actions et de campagnes, de la diversité dans la gestion du personnel et dans la politique organisationnelle;

b) l'organisation de formations en matière de communication interculturelle, gestion de la diversité et traitement des préjugés au travail;

c) l'organisation de cours, stages et formations en langues;

4° positionnement externe : la promotion auprès des clients, utilisateurs, fournisseurs et partenaires dans le secteur ou la branche d'activité, de la diversité dans la gestion du personnel et dans la politique organisationnelle, en ce compris la communication, diffusion et mise à disposition d'expériences, méthodes et outils, afin qu'ils puissent être appliqués ailleurs.

5° Action sectorielle : une action qui s'inscrit dans l'approche de promotion de la diversité et de lutte contre les discriminations conformément aux prescrits et à la gouvernance prévue dans les accords-cadres conclus par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et les partenaires sociaux du secteur. A défaut de tels accords-cadres, ces actions sont définies sur base d'une analyse sectorielle réalisée par Actiris et partagée avec les partenaires sociaux des secteurs concernés.

2° dans le paragraphe 3, les mots « l'Observatoire bruxellois du marché du travail et des qualifications visé à l'article 33 » sont remplacés par les mots « l'Observatoire bruxellois de l'Emploi et de la Formation visé à l'article 34 »;

## 3° un paragraphe 4 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 4. Dans le cadre d'un plan de diversité visé à l'article 1<sup>er</sup>, 3°, a), l'entreprise, organisation ou institution est tenu de mettre en œuvre au moins quatre actions visées au § 1<sup>er</sup> et au moins une action sectorielle.

Dans le cadre d'un plan de diversité visé à l'article 1<sup>er</sup>, 3°, b), l'entreprise, organisation ou institution est tenu de mettre en œuvre au moins huit actions visées au § 1<sup>er</sup> et au moins trois actions sectorielles.

L'entreprise, organisation ou institution occupant moins de cinquante équivalent temps plein ne peut introduire qu'un maximum de trois demandes de plan diversité visé à l'article 1<sup>er</sup>, 3°, a). L'entreprise, organisation ou institution occupant plus de cinquante équivalent temps plein ne peut introduire qu'une demande de plan diversité visé à l'article 1<sup>er</sup>, 3°, a).

L'entreprise, organisation ou institution peut introduire un maximum de trois plans de diversité visés à l'article 1<sup>er</sup>, 3°, b) et un maximum de trois plans de diversité visés à l'article 1<sup>er</sup>, 3°, c). ».

**Art. 6.** Dans l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, est complété par la phrase suivante :

« S'il n'en dispose pas, il s'agit d'un travailleur désigné après consultation des travailleurs de l'entreprise. »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1, 1°, les mots « le diagnostic et l'analyse de la situation de l'entreprise, organisation ou institution en matière de diversité » sont remplacés par les mots « l'analyse de la situation de l'entreprise, organisation ou institution en matière de diversité et de lutte contre les discriminations »;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 1, 2°, le a) est complété par les mots suivants « ainsi que des objectifs chiffrés en matière de recrutement »;

## 2° personeelsbeheer:

a) een doorlichting, objectivering, neutralisering en verfijning van het onthaalbeleid en de functiebeschrijvingen jegens een of meer categorieën van werknemers als bedoeld in artikel 2;

b) het organiseren van coaching en interne begeleiding van een of meer categorieën van werknemers als bedoeld in artikel 2;

c) het organiseren van aangepaste interne of externe bedrijfs cursussen die rekening houden met de verscheidenheid aan werknemers die behoren tot een of meer categorieën als bedoeld in artikel 2;

d) het organiseren van aangepaste interne of externe bedrijfs cursussen en van aangepaste permanente vorming die op rechtstreekse of onrechtstreekse wijze de doorstroming van werknemers die behoren tot een of meer categorieën als bedoeld in artikel 2, bevorderen of de voortijdige uitstroom ervan verhinderen;

e) het ingang doen vinden van het in-, door-, over- en uitgangsbepaling in de onderneming, organisatie of instelling;

f) het aanbrengen van redelijke aanpassingen ten gunste van werknemers met een handicap.

Inspanningen die zich beperken tot het eerbiedigen van wettelijke of reglementaire verplichtingen aangaande redelijke aanpassingen, en die gesubsidieerd worden krachtens een reglementering van een andere overheid, zijn geen maatregelen en acties in de zin van dit artikel.

## 3° interne sensibilisering en communicatie:

a) de aanmoediging bij het personeel van diversiteit in het personeels- en organisatiebeleid, middels acties en campagnes;

b) het organiseren van trainingen inzake interculturele communicatie, het beheren van diversiteit en het omgaan met vooroordelen op de werkvloer;

c) het organiseren van taallessen, taalstages en taaltrainingen;

4° externe positionering: de aanmoediging bij de klanten, gebruikers, leveranciers en partners in de nijverheidssector of bedrijfstak van diversiteit in het personeels- en organisatiebeleid, met inbegrip van de bekendmaking, verspreiding en terbeschikkingstelling van de ervaringen, methodieken en instrumenten, opdat ze ook elders zouden kunnen worden toegepast.

5° Sectorale actie: een actie die kadert in de aanpak van bevordering van diversiteit en bestrijding van discriminatie overeenkomstig de voorschriften en governance voorzien in de raamovereenkomsten gesloten tussen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de sociale partners uit de sector. Bij gebrek aan dergelijke raamovereenkomsten worden deze acties bepaald op grond van een sectorale analyse uitgevoerd door Actiris en gedeeld met de sociale partners uit de desbetreffende sectoren.

2° in paragraaf 3 worden de woorden "Brussels Observatorium van de Arbeidsmarkt en de Kwalificaties als bedoeld in artikel 33" vervangen door de woorden "Brussels Observatorium van de Werkgelegenheid als bedoeld in artikel 34";

## 3° er wordt een paragraaf 4 toegevoegd, luidend als volgt:

« § 4. In het kader van een diversiteitsplan als bedoeld in artikel 1, 3°, a), dient de onderneming, organisatie of instelling minstens vier in § 1 bedoelde acties en minstens één sectorale actie uit te voeren.

In het kader van een diversiteitsplan als bedoeld in artikel 1, 3°, b), dient de onderneming, organisatie of instelling minstens acht in § 1 bedoelde acties en minstens drie sectorale acties uit te voeren.

De onderneming, organisatie of instelling die minder dan vijftig voltijdse equivalenten tewerkstelt, kan maximaal drie aanvragen indienen voor een diversiteitsplan als bedoeld in artikel 1, 3°, a). De onderneming, organisatie of instelling die meer dan vijftig voltijdse equivalenten tewerkstelt, kan slechts één aanvraag indienen voor een diversiteitsplan als bedoeld in artikel 1, 3°, a).

De onderneming, organisatie of instelling kan maximaal drie diversiteitsplannen als bedoeld in artikel 1, 3°, b) indienen en maximaal drie diversiteitsplannen als bedoeld in artikel 1, 3°, c). ».

**Art. 6.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

## 1° de paragraaf 1, derde lid, wordt aangevuld met de volgende zin:

« Indien hij over geen beschikt, betreft het een na raadpleging van de werknemers van de onderneming aangeduide werknemer »;

2° in paragraaf 3, eerste lid, 1°, worden de woorden "de diagnose en de doorlichting van de situatie van de onderneming, organisatie of instelling op het vlak van diversiteit" vervangen door de woorden "de doorlichting van de situatie van de onderneming, organisatie of instelling op het vlak van diversiteit en bestrijding van discriminatie";

3° in paragraaf 3, eerste lid, 2°, wordt de bepaling onder a) aangevuld met volgende woorden "evenals becijferde doelstellingen inzake aanwerving";

4° dans le paragraphe 4, 4°, les mots « *ou de financement* » sont insérés entre les mots « *la demande de cofinancement* » et les mots « *ainsi que* ».

**Art. 7.** Dans l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « *par le Ministre* » sont remplacés par les mots « *par ACTIRIS* »;

2° l'alinéa 3 du paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« *Elle se fait accompagner par un consultant du Service diversité mis à disposition à cette fin par ACTIRIS.* ».

3° un paragraphe 6 est ajouté, rédigé comme suit :

« *§ 6. L'entreprise, organisation ou institution dont le plan de diversité global a fait l'objet d'une évaluation favorable visée à l'article 14 peut introduire un plan thématique de diversité ou un nouveau plan de diversité visé à l'article 1, 3°, b).*

*Le plan thématique de diversité est introduit auprès d'ACTIRIS pour approbation par l'entreprise, organisation ou institution au moyen du formulaire, dont le modèle est arrêté par ACTIRIS, et qui est également disponible sous forme électronique.*

*Les dispositions du § 1<sup>er</sup>, deuxième à cinquième alinéa, § 2, premier alinéa et deuxième alinéa, 1°, § 3, 2° et 3°, et § 4 hormis 1° et 2°, sont d'application analogue à l'approbation d'un plan thématique de diversité.*

*Si le plan de diversité visé à l'alinéa premier ou le plan thématique de diversité comporte des actions ou catégories de travailleurs visées à l'article 7, § 3, 3° qui ne diffèrent pas essentiellement de celles qui font l'objet d'un plan de diversité global approuvé précédemment en vertu du § 5, l'entreprise, organisation ou institution motive les raisons de cette répétition.* ».

**Art. 8.** Dans l'article 9, §1<sup>er</sup> du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« *Dans le cadre d'un plan de diversité visé à l'article 1, 3°, b) et c), la subvention n'est accordée qu'à titre de co-financement et à concurrence de 10.000 EUR maximum.*

*Seule la moitié des frais liés au développement, à la mise en oeuvre et au suivi du plan de diversité est éligible pour une subvention visé à l'alinéa premier.*

*Dans le cadre d'un plan de diversité visé à l'article 1, 3°, a), la subvention est accordée à titre de financement et à concurrence de 5.000 EUR maximum.* ».

2° il est inséré un alinéa 4 rédigé comme suit :

« *L'entreprise, organisation ou institution ne peut bénéficier que de deux subventions relatives aux plans de diversité visés à l'article 1, 3°, b) et c).* ».

**Art. 9.** Dans l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« *1° une première partie, qui représente au maximum la moitié du montant total de la subvention, à concurrence d'un montant de 5.000 EUR maximum pour les subventions visées à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 et 2500 EUR maximum pour les subventions visées à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, sur la base d'une créance après signature de la convention visée à l'article 12;* ».

**Art. 10.** L'article 13 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« *§ 1<sup>er</sup>. Sauf dans les cas de force majeure, la subvention visée à l'article 9, § 1<sup>er</sup> est retenue, recouvrée ou non-liquidée :*

*1° dans les cas visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 8 octobre 2015 portant des règles générales relatives à la rétention, au recouvrement et à la non-liquidation des subventions en matière d'emploi et d'économie;*

*2° dans les circonstances visées à l'article 5;*

*§ 2. Par dérogation à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 avril 2016, le responsable du service diversité au sein d'ACTIRIS est chargé du recouvrement visé à l'article 5 de l'ordonnance du 8 octobre 2015.*

*§ 3. Par dérogation à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 avril 2016, le directeur responsable du département Services indépendants au sein d'ACTIRIS ou le fonctionnaire qu'il désigne est compétent pour prendre les décisions relatives à la rétention, au recouvrement et à la non-liquidation de subventions.*

4° in paragraaf 4, 4°, worden de woorden “*of financiering*” ingevoegd tussen de woorden “*de vraag tot medefinanciering*” en het woord “*evenals*”.

**Art. 7.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “*door de Minister*” vervangen door de woorden “*door ACTIRIS*”;

2° het derde lid van paragraaf 1 wordt als volgt vervangen:

“*Zij laat zich begeleiden door een consulent van de dienst Diversiteit die daartoe ter beschikking gesteld wordt door ACTIRIS.*”.

3° er wordt een paragraaf 6 toegevoegd, luidend als volgt:

“*§ 6. De onderneming, organisatie of instelling waarvan het globale diversiteitsplan aanleiding gaf tot een gunstige beoordeling als bedoeld in artikel 14 kan een thematisch diversiteitsplan of een nieuw diversiteitsplan als bedoeld in artikel 1, 3°, b) indienen.*

*Het thematische diversiteitsplan wordt door de onderneming, organisatie of instelling ter goedkeuring ingediend bij ACTIRIS met behulp van het formulier waarvan ACTIRIS het model vaststelt en dat eveneens in elektronische vorm beschikbaar is.*

*De bepalingen van § 1, tweede tot vijfde lid, § 2, eerste lid en tweede lid, 1°, § 3, 2° en 3°, en § 4 met uitzondering van 1° en 2°, zijn op dezelfde wijze van toepassing als voor de goedkeuring van een thematisch diversiteitsplan.*

*Als het in het eerste lid bedoelde diversiteitsplan of het thematische diversiteitsplan acties of categorieën van werknemers betreft als bedoeld in artikel 7, § 3, 3° die niet wezenlijk verschillen van deze die het voorwerp vormen van een eerder, krachtens § 5 goedgekeurd globaal diversiteitsplan, motiveert de onderneming, organisatie of instelling de reden van die herhaling.*”.

**Art. 8.** In artikel 9, §1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede en derde lid worden als volgt vervangen:

“*Voor een diversiteitsplan als bedoeld in artikel 1, 3°, b) en c) wordt de subsidie enkel toegekend als medefinanciering en ten belope van maximaal 10.000 EUR.*

*Maximum de helft van de kosten verbonden aan de ontwikkeling, tenuitvoerlegging en opvolging van het diversiteitsplan komt voor een subsidie overeenkomstig dit besluit in aanmerking.*

*Voor een diversiteitsplan als bedoeld in artikel 1, 3°, a) wordt de subsidie toegekend als financiering en ten belope van maximaal 5.000 EUR.*”.

2° er wordt een vierde lid ingevoegd, luidend als volgt:

“*De onderneming, organisatie of instelling kan slechts twee subsidies ontvangen voor diversiteitsplannen als bedoeld in artikel 1, 3°, b) en c).*”.

**Art. 9.** In artikel 11, eerste lid van hetzelfde besluit wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt:

“*1° een eerste deel, dat maximaal de helft vertegenwoordigt van het totaalbedrag van de subsidie, met een maximum van 5.000 EUR voor de subsidies als bedoeld in artikel 9, § 1, tweede lid en een maximum van 2.500 EUR voor de subsidies als bedoeld in artikel 9, § 1, derde lid, op basis van een schuldvordering na ondertekening van de overeenkomst als bedoeld in artikel 12;*”.

**Art. 10.** Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“*§ 1<sup>er</sup>. Behoudens gevallen van overmacht wordt de subsidie als bedoeld in artikel 9, § 1 ingehouden, teruggevorderd of niet vereffend:*

*1° in de gevallen als bedoeld in artikel 3, § 1 van de ordonnantie van 8 oktober 2015 houdende algemene regels betreffende de inhouding, de terugvordering en de niet-vereffening van subsidies op het vlak van werkgelegenheid en economie;*

*2° in de omstandigheden als bedoeld in artikel 5;*

*§ 2. In afwijking van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 april 2016 is de verantwoordelijke van de dienst Diversiteit van ACTIRIS belast met de invordering als bedoeld in artikel 5 van de ordonnantie van 8 oktober 2015.*

*§ 3. In afwijking van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 april 2016 is de directeur van de directie Onafhankelijke Diensten van ACTIRIS of de ambtenaar die hij aanwijst bevoegd om de beslissingen te nemen in verband met de inhouding, terugvordering of niet-vereffening van subsidies.*

§ 4. Par dérogation à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 avril 2016, le directeur général ou le directeur général adjoint d'ACTIRIS est compétent pour traiter des requêtes visées à l'article 4 de l'ordonnance du 8 octobre 2015.

§ 5. Conformément à l'article 6 de l'ordonnance du 30 mars 1995 relative à la publicité de l'administration, la décision relative à la rétention, au recouvrement ou à la non-liquidation de subventions, indique les instances compétentes pour connaître de la requête, ainsi que les formes et délais à respecter, et ce, sans préjudice aux dispositions de l'article 4, quatrième alinéa de l'ordonnance du 8 octobre 2015.

La décision est notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé à la poste.

§ 6. Les dispositions de la section 3 du Chapitre IV de l'arrêté du 14 septembre 2017 relatif aux mesures d'activation des demandeurs d'emploi relatifs aux modalités et procédures pour l'introduction d'une requête s'appliquent au recouvrement et à la non-liquidation des subventions visées à l'article 9, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 11.** Dans l'article 14 du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice des dispositions du premier alinéa, l'entreprise, organisation ou institution effectue, le cas échéant avec le soutien d'un consultant du Service diversité mis à disposition à cette fin par ACTIRIS, au moins une évaluation intermédiaire du plan de diversité qu'elle met en œuvre. Cette évaluation ou ces évaluations ne donnent pas lieu à un paiement anticipé de la deuxième partie de la subvention visée à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, et n'ont pas d'incidence sur ce paiement. ».

**Art. 12.** Dans l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « visé à l'article 1, 3°, b) ou c) » sont insérés entre les mots « plan de diversité » et les mots « a été mis en œuvre ».

**Art. 13.** Dans l'article 17, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « un plan de consolidation en diversité » sont remplacés par les mots « un plan de diversité visé à l'article 1, 3°, b) ou c) »;

2° les alinéas 2, 3 et 4 sont abrogés.

**Art. 14.** Dans l'article 18, § 2, du même arrêté, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° le cas échéant, si un plan de diversité visé à l'article 1, 3°, b) ou c) est joint à la demande, celui-ci est suffisamment motivé conformément l'article 8. ».

**Art. 15.** Dans l'article 23 du même arrêté, les mots « Le Ministre » sont remplacés par le mot « ACTIRIS ».

**Art. 16.** L'article 25 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Le label de diversité octroyé par le Ministre conformément à l'article 18, § 3 porte le millésime de l'année durant laquelle il est octroyé. ».

**Art. 17.** Les articles 26 et 27 du même arrêté sont abrogés.

**Art. 18.** Dans les articles 1, 5°; 4; 6, § 2, alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3, 6, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>; 7, § 3, 3° et 4°; 7, § 4, 3° et 4°, 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « mesures et » et « mesures ou » sont abrogés.

Dans l'intitulé de la section 2 du chapitre II, les mots « mesures et », sont abrogés.

A l'article 2, § 1<sup>er</sup>, les mots « de mesures et » sont remplacés par le mot « d' ».

## CHAPITRE 2. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 19.** Le présent arrêté ne s'applique qu'aux demandes de plans de diversité introduites après son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'entreprise, organisation ou institution ayant bénéficié d'une évaluation favorable conformément à l'article 14 et relative à un plan de diversité ou un plan de consolidation approuvé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté peut introduire une demande d'approbation d'un plan de diversité visé à l'article 1, 3°, c) ou d'un label de diversité.

§ 4. In afwijking van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 april 2016 is de directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal van ACTIRIS bevoegd voor het behandelen van de bezwaarschriften als bedoeld in artikel 4 van de ordonnantie van 8 oktober 2015.

§ 5. Overeenkomstig artikel 6 van de ordonnantie van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur worden in de beslissing met betrekking tot de inhouding, terugvordering of niet-vereffening van subsidies de instanties vermeld die bevoegd zijn om kennis te nemen van het bezwaarschrift, evenals de in acht te nemen vormvereisten en termijnen, en dit onverminderd de bepalingen van artikel 4, vierde lid van de ordonnantie van 8 oktober 2015.

De beslissing wordt aan de begunstigde meegedeeld bij een ter post aangetekend schrijven.

§ 6. De bepalingen van afdeling 3 van hoofdstuk IV van het besluit van 14 september 2017 betreffende de activeringsmaatregelen van de werkzoekenden, die de nadere regels en procedures voor het indienen van een bezwaarschrift betreffen, zijn van toepassing op de terugvordering en niet-vereffening van de subsidies bedoeld in artikel 9, § 1.

**Art. 11.** In artikel 14 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen als volgt:

“Onverminderd de bepalingen van het eerste lid verricht de onderneming, organisatie of instelling, desgewenst met de hulp van een consultant van de dienst Diversiteit die ACTIRIS daartoe ter beschikking stelt, ten minste een tussentijdse beoordeling van het diversiteitsplan dat zij ten uitvoer legt. Deze beoordeling of beoordelingen geven geen aanleiding tot een vervroegde uitbetaling van het tweede deel van de subsidie als bedoeld in artikel 9, § 1, noch beïnvloeden ze deze uitbetaling.”.

**Art. 12.** In artikel 15, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “als bedoeld in artikel 1, 3°, b) of c)” ingevoegd tussen het woord “diversiteitsplan” en de woorden “werd uitgevoerd”.

**Art. 13.** In artikel 17, § 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “een consolidatieplan aangaande diversiteit” worden vervangen door de woorden “een diversiteitsplan als bedoeld in artikel 1, 3°, b) of c)”;

2° het tweede, derde en vierde lid worden opgeheven.

**Art. 14.** In artikel 18, § 2, van hetzelfde besluit wordt de bepaling onder 3° als volgt vervangen:

“3° in voorkomend geval, indien aan de aanvraag een diversiteitsplan als bedoeld in artikel 1, 3°, b) of c) wordt toegevoegd, dit voldoende gemotiveerd is overeenkomstig artikel 8.”.

**Art. 15.** In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de woorden “De Minister” vervangen door het woord “ACTIRIS”.

**Art. 16.** Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Het door de minister overeenkomstig artikel 18, § 3 toegekende diversiteitslabel vermeldt het jaartal van het jaar waarin het wordt toegekend.”.

**Art. 17.** De artikelen 26 en 27 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 18.** In de artikelen 1, 5°; 4; 6, § 2, eerste, tweede en derde lid; 6, § 3, eerste lid; 7, § 3, 3° en 4°; 7, § 4, 3° en 4°; 9, § 1, eerste lid, worden de woorden “maatregelen en” en “maatregelen of” geschrapt.

In het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk II worden de woorden “maatregelen en” geschrapt.

In artikel 2, § 1, worden de woorden “maatregelen en” geschrapt.

## HOOFDSTUK 2. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 19.** Dit besluit is uitsluitend van toepassing op de aanvragen voor diversiteitsplannen die ingediend worden na de inwerkingtreding ervan.

In afwijking van het eerste lid kan de onderneming, organisatie of instelling die een gunstige beoordeling overeenkomstig artikel 14 heeft verkregen voor een diversiteitsplan of een consolidatieplan dat werd goedgekeurd vóór de inwerkingtreding van dit besluit een aanvraag tot goedkeuring indienen voor een diversiteitsplan als bedoeld in artikel 1, 3°, c) of voor een diversiteitslabel.

**Art. 20.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Art. 21.** Le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 mai 2019.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale  
chargé de l'Emploi,  
D. GOSUIN

**Art. 20.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2020.

**Art. 21.** De minister bevoegd voor Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 mei 2019.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,  
R. VERVOORT

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor  
Tewerkstelling,  
D. GOSUIN

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/12778]

**16 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au dispositif d'emploi d'insertion en économie sociale**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'ordonnance du 23 juin 2017 relative aux aides à l'emploi accessibles en Région de Bruxelles-Capitale, les articles 5, 6 et 37;

Vu l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement d'Actiris, l'article 4, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>;

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, l'article 57<sup>quater</sup>;

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, m);

Vu la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, notamment l'article 9;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1997 d'exécution de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, relatif aux programmes de transition professionnelle;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant exécution de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer;

Vu l'arrêté royal du 11 juillet 2002 déterminant l'intervention financière du centre public d'aide sociale dans le coût salarial d'un ayant droit à l'intégration sociale mis au travail dans un programme de transition professionnelle;

Vu l'arrêté royal du 11 juillet 2002 déterminant l'intervention financière du centre public d'aide sociale dans le coût salarial d'un ayant droit à l'intégration sociale mis au travail dans une initiative d'insertion sociale;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 2002 déterminant l'intervention financière du centre public d'aide sociale dans le coût salarial d'un ayant droit à une aide sociale financière mis au travail dans une initiative d'insertion sociale;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 2002 déterminant l'intervention financière du centre public d'aide sociale dans le coût salarial d'un ayant droit à une aide sociale financière mis au travail dans un programme de transition professionnelle;

Vu l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale;

Vu le test égalité des chances réalisé le 11 janvier 2019;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 janvier 2019;

Vu l'avis du Comité de gestion d'Actiris, donné le 28 février 2019;

Vu l'avis du Conseil Economique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 21 février 2019;

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/12778]

**16 MEI 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de maatregel voor inschakelingsbanen in de sociale economie**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 8, eerste lid;

Gelet op de ordonnantie van 23 juni 2017 betreffende de tewerkstellingssteun in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de artikelen 5, 6 et 37;

Gelet op de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van Actiris, artikel 4, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, artikel 57<sup>quater</sup>;

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 7, § 1, derde lid, m);

Gelet op de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, artikel 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de doorstromingsprogramma's;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de herinschakeling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juli 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in de loonkost van een gerechtigde op maatschappelijke integratie die wordt tewerkgesteld in een doorstromingsprogramma;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juli 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in de loonkost van een gerechtigde op maatschappelijke integratie die wordt tewerkgesteld in een sociale inschakelingsinitiatief;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in de loonkost van een rechthebbende op financiële maatschappelijke hulp die wordt tewerkgesteld in een sociale inschakelingsinitiatief;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in de loonkost van een rechthebbende op financiële maatschappelijke hulp die wordt tewerkgesteld in een doorstromingsprogramma;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmwet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen;

Gelet op de gelijkheidskansenwet uitgevoerd op 11 januari 2019;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, verstrekt op 9 januari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, verstrekt op 23 januari 2019;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van Actiris, gegeven op 28 februari 2019;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 21 februari 2019;